

Introduction à l'atelier N°3

La philanthropie, solidarité ou alibi ?

Analyse

Petite histoire de la philanthropie

Le terme philanthropie regroupe sous la même appellation des choses très différentes. Étymologiquement c'est l'amour de l'homme. En ce sens, tous les militants, tous les hommes et les femmes pleinement humains sont des philanthropes. Cependant cette définition apolitique élude les caractéristiques sociales et historiques d'émergence de la philanthropie. Nicolas Guilhot¹ montre que celle-ci se développe depuis le milieu du 19^{ème} siècle, avec les bouleversements de la révolution industrielle. Son évolution est liée à celle de la société :

- après la Révolution française, jusqu'en 1850, les associations se sont multipliées pour mettre en place des **caisses de secours mutuel** et constituer, à travers les clubs, le lieu principal du débat politique. L'exigence principale était celle de l'égalité entre les citoyens et du droit à la liberté d'expression² ;
- avec l'émergence de la révolution industrielle, les formes d'organisation collective qui pouvaient contredire la nouvelle organisation du travail ont été violemment réprimées. **La philanthropie s'est substituée à la lutte contre les inégalités** en s'affirmant comme une sollicitude des riches envers les pauvres visant à les éduquer à soulager leur misère, etc. ;
- pendant les trois premiers quarts du xx^e siècle, de nouveaux droits ont progressivement été reconnus. Des catégories nouvelles d'associations se sont développées avec l'apparition de droits nouveaux. Pendant presque tout le XX^e siècle les gouvernements et la culture politique ont maintenu l'idée que **l'État, les collectivités et leurs fonctionnaires exerçaient le monopole du service de l'intérêt général** ;
- une quatrième période de régression de l'État social et des politiques publiques avec, pour aller vite, la révolution de l'information, la mondialisation de l'économie, la remise en cause du modèle social-démocrate au profit d'une économie mondialisée, **un discours néolibéral** qui repose sur la foi dans le caractère autorégulateur du marché et magnifie l'entrepreneur. Dans ce contexte, **la philanthropie revient en force**.

Ce n'est donc pas un hasard si on voit resurgir aujourd'hui un discours sur la philanthropie qui renoue avec le discours du XIX^e siècle. **Plus les inégalités augmentent, plus la philanthropie se développe, plus les fondations se créent.**

Réalité et diversité du monde des fondations.

En 2015 les dépenses cumulées des fondations aux États-Unis se sont élevées à 54 milliards soit un montant équivalent aux dépenses cumulées des fondations européennes. Cela représente dans les deux cas 0,45 % du PIB. Les fondations sont de taille très inégale : il n'y a pas de commune mesure entre des fondations qui dépensent 50 000 euros par an et d'autres qui disposent de 50 millions d'euros par an, voire d'un milliard d'euros. On compte en France, en 2015³, 2 180 fondations. S'y ajoutent 2 024 fonds de dotation, soit un total de 4 300 fonds et fondations en France en 2015, contre 2 733 en 2011.

Ces chiffres sont modestes par rapport à d'autres pays européens ou aux États-Unis (19 150 fondations en Allemagne, 15 778 en Pologne, 12 000 en Suisse, 104 000 aux États-Unis). Mais la croissance rapide de ces

¹ Nicolas Guilhot. *Financiers philanthropes : Sociologie de Wall Street depuis 1970* Raison d'agir 174 p (9€)

² Des associations citoyennes pour demain Didier Minot éditions Charles Léopold Meyer 2013 page 17 (20€)

³ <http://www.centre-francais-fondations.org/fondations-fonds-de-dotation/le-secteur/les-derniers-chiffres-sur-les-fonds-et-fondations-en-france>

dernières années a été encouragée par le changement de régime fiscal à la fin des années 80 (déductibilité des dons de 66 % jusqu'à 20 % du revenu), et la création des fonds de dotation en 2008⁴.

La dimension politique de la philanthropie : une contestation de la démocratie

La démarche philanthropique comporte une ambiguïté fondamentale : chaque philanthrope pense agir pour la bonne cause, mais celle-ci dépend de sa subjectivité. Les fondations cherchent à atteindre leurs objectifs propres à travers le soutien sélectif qu'elles accordent ou refusent à certaines associations ou mouvements sociaux, mettant ainsi en œuvre des « politiques publiques privées ». Cela revient à affirmer que l'utilité publique ne relève pas de la seule compétence des pouvoirs publics. Dès lors, **les problèmes sociaux ne sont pas résolus à travers le débat politique mais par à travers une vision technique des inégalités**. La philanthropie est porteuse d'une remise en cause de la démocratie représentative, du vote comme élément clé de la participation politique et du fait que des groupes restreints ne peuvent pas exprimer l'intérêt général.

Ce projet politique n'est pas une nouveauté. En 1889, l'industriel américain Andrew Carnegie rédigea **l'Évangile de la richesse**, texte fondateur de la philanthropie moderne. Il affirmait que les inégalités sont incontournables dans un régime économique qui suit les lois du marché, mais que la philanthropie est un moyen efficace d'améliorer les conditions qui résultent de ces mêmes lois du marché. Aujourd'hui, en 2015, Darren Walker, président de la fondation Ford, reprend le même raisonnement. La responsabilité des philanthropes est de « refonder un capitalisme qui favorise l'équité du marché ».

Fausse innovation et vraie technocratie

Les fondations imposent aux associations **des méthodes dites « innovantes », en fait des procédures managériales**, qui conditionnent les aides, et qui reflètent leur conception de l'investissement et du rendement financier. Cette remise en cause **s'applique aussi aux politiques publiques**, avec la volonté d'importer dans les politiques sociales des logiques de productivité extérieures à une gestion publique tournée vers l'intérêt général. Cette logique, qui est celle de la RGPP, se traduit par la fragmentation et finalement la remise en cause de l'action publique. Celle-ci devient un accompagnement de l'initiative privée, au détriment de l'intérêt général et des préoccupations de long terme. Dans certains pays, les fondations utilisent le levier du cofinancement des programmes, et l'action de l'État passe de plus en plus par le canal de **programmes validés par les fondations**.

L'innovation cache aussi **des rêves de puissance, parfois fous**. Les philanthropes du net se sont en particulier orientés vers le transhumanisme, c'est-à-dire un rêve de création par la technique d'un être humain augmenté, à travers la super longévité, la super intelligence ou le super bien être. Des sommes considérables sont consacrées à des rêves fous, avec parfois le culte de la perfection totalitaire, le rêve d'un homme bionique ou d'un homme immortel. En 2013 Google a créé une filiale, Calico, présidée par Arthur Levinson, président d'Apple, qui a pour projet « Tuer la mort ! », dotée de 1,2 milliards d'euros, en partenariat avec le géant pharmaceutique américain AbbVie.⁵

La philanthropie comme discours de justification du capitalisme

Comme le disait Boltanski en 1999, le capitalisme est *-à bien des égards-* un système absurde : les salariés ont perdu le résultat de leur travail et les capitalistes sont enchaînés par un processus sans fin. Ni la rémunération ni la contrainte ne sont suffisantes pour susciter l'engagement dans des tâches qui requièrent une véritable coopération par leur complexité. Aujourd'hui, alors que l'État social n'assure plus autant que par le passé une garantie de niveau de vie et de sécurité, **la communication autour de la philanthropie constitue un nouvel élément de justification** : « certes il y a des inégalités fortes mais une partie de l'argent est redistribuée pour des causes nobles porteuses de sens ». Ce discours suscite plusieurs remarques :

⁴ Un fonds de dotation est une personne morale de droit privé à but non lucratif qui reçoit et gère en les capitalisant des biens et droits de toute nature qui lui sont apportées à titre gratuit et irrévocable et peut utiliser leur capitalisation en vue de la réalisation d'une œuvre d'une mission d'intérêt général. Contrairement à une fondation reconnue d'utilité publique un fonds de dotation n'a pas besoin d'autorisation préalable de l'État et contrairement à une fondation sous égide, la personnalité morale gère directement ses biens. Il doit de ce fait désigner un commissaire aux comptes et peut être soumis à des contrôles de la préfecture. Celle-ci autorise préalablement les appels à la générosité du public. Ses rapports d'activités et les PV des conseils d'administration sont publics.

⁵ Voir le solide dossier réalisé par 4 étudiants de mastère 1 de psychologie de Lyon II

<http://www.psychologies.com/Planete/Societe/Videos/Transhumanisme-peut-on-legiferer-contre-l-eugenisme-technologique>

- **il masque les causes des problèmes rencontrés.** La pauvreté est présentée comme un phénomène sans cause, quasi météorologique, que l'on peut résoudre par des actions appropriées, à condition de bien s'organiser. Cette vision technique de la société est partagée par les philanthropes, les technocrates, les élites économiques et un certain nombre de politiques ;

- **seule une infime partie des profits accumulés est redistribuée** à travers la philanthropie. Par exemple la Fondation Vinci dépense un montant de 2,5 millions d'euros à comparer aux 1,05 milliard de dividendes distribués c'est-à-dire 422 fois plus ;

- **les exemples cités sont principalement ceux de petites fondations** que la communication philanthropique met en avant et qui servent de justificatifs, alors que les logiques sont là extrêmement différentes, avec parfois des projets réellement désintéressés et innovants en termes de renforcement du lien social, de transition écologique ou de solidarité ;

- **les projets les plus importants correspondent à des stratégies** de communication pour beaucoup de fondations d'entreprise, ou des rêves de puissance qui dépendent de la sensibilité d'un riche donateur.

Le charity business comme détournement de la fraternité

Une partie des moyens de la philanthropie provient de **dons du public**. Selon une étude de la Fondation de France⁶, les dons des particuliers se sont élevés à 2,2 milliards en 2014⁷. L'étude note que les inégalités sociales sont un moteur du don. Les pays dans lesquels le don moyen est le plus élevé (Royaume-Uni, France, Espagne) font partie des pays où la répartition des richesses est la plus inégale d'Europe. Cela confirme que la propension à la philanthropie est alimentée par un contexte où les inégalités sociales sont fortes.

Les associations et les particuliers sont invités à **développer le crowdfunding**, mais le total des fonds collectés par les plates-formes de financement participatif n'est que de 300 millions d'euros en 2015, les 2/3 sous forme de prêts. Cela reste donc marginal.

La captation des dons du public fait l'objet d'une **intense guerre commerciale**. Des actions de marketing agressives se développent, les donateurs potentiels sont de plus en plus ciblés. Selon un article de Capital, les 130 plus grandes associations caritatives (incluant des fondations) ont collecté en 2012 1,975 Milliards d'euros, c'est-à-dire 90 % du total des dons du public. Une partie des dons sert à payer de la publicité et le marketing. Le développement exponentiel du Charity business suscite 3 remarques :

- les petites associations, qui n'ont pas les moyens ni le goût de développer de telles actions, se trouvent soumises à une **concurrence déloyale** ;
- l'appel aux dons « du public » constitue **un leurre qui masque la baisse des financements publics**, beaucoup plus importante ;
- **la solidarité et le don sont déconnectés de l'attachement des citoyens à l'égalité et aux droits**, alors que le désintéressement et la solidarité reste des formes très largement majoritaires au sein de la population, et constituent le fondement d'une société solidaire.

Quelques pistes de réflexion et de propositions

Quelles pistes de réflexion approfondir ? Quelles propositions formuler à court et à long terme ?

Réfléchir sur les chemins de la transition

Mais pour mener à bien cette bataille, il faut d'abord savoir où l'on veut aller. Le CAC a développé au printemps dernier une réflexion sur les chemins de la transition et la convergence des actions. En effet, face à une situation inacceptable et mortifère, les prises de conscience et les actions se multiplient, mais sans toujours se rejoindre.

- **Certains multiplient des actions porteuses d'alternatives.** Des centaines de milliers d'actions sont menées dans de nombreux domaines. À elles toutes, ces actions dessinent les contours d'un monde plus juste, plus solidaire et plus écologique. Elles portent en elles la possibilité d'une transformation profonde de nos valeurs et de nos sociétés.

⁶ Observatoire de la fondation France et Cerphi panorama de la philanthropie en Europe avril 2015 voir http://www.cerphi.org/wp-content/uploads/2011/05/panorama_de_la_philanthropie_en_europe.pdf

⁷ Ce qui est comparable à l'Italie, mais très inférieur à Royaume-Uni, où ils atteignent 21,5 milliards. Cependant, ces chiffres incluent les dons aux organisations religieuses, très importants dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas.

- D'autres soulignent la nécessité d'un **changement de système**. Pour rendre habitable, pour tous, la maison commune, il faut remettre en cause l'accumulation infinie de profits, et donner la primauté à la recherche du bien commun. Il faut construire un autre système, économique, politique et institutionnel, qui repose sur l'intérêt général, les droits humains, la démocratie et l'engagement citoyen. Il faut repenser la totalité des processus, car les demi-mesures ne font que retarder un peu les catastrophes.

- D'autres, enfin misent sur **la révolution des consciences et le bien vivre**, et appellent à une transformation de nos raisons d'agir. Alors que le système actuel considère que seul l'intérêt mène le monde, la place de la générosité et du don, de l'ouverture à l'autre doit être réaffirmée pour reconstruire le vivre ensemble.

Ces trois dimensions sont nécessaires et complémentaires. Pour mettre en synergie la multiplicité des actions, il faut approfondir leur fondement commun, préciser ce que l'on entend par transition, par alternatives, et créer des outils de mutualisation afin de créer une convergence des actions, seule à même de parvenir à un changement de système.

Réaffirmer les logiques de partage et de fraternité

Il est possible de redonner toute sa force et sa richesse aux logiques de dons, de partage et de fraternité qui s'exprime sur le terrain. À travers la multiplication des actions porteuses d'alternatives, ce sont **d'autres raisons de vivre et d'agir** qui apparaissent. **Les milliers d'actions menées font déjà vivre une autre logique** : d'autres formes de solidarité, une volonté de partage des richesses du local au mondial, une exigence de fraternité et d'hospitalité à travers le mouvement actuel d'accueil et de défense des réfugiés, etc. Les militants et les simples citoyens devraient être beaucoup plus offensifs par rapport à la réduction et aux dévoiements de ces puissantes motivations de responsabilité et de fraternité opérée par les médias et l'idéologie dominante. Face à la « générosité téléthon » il est essentiel de développer un autre discours, d'affirmer le caractère massif et innovant des valeurs qui tissent en permanence les liens nécessaires à la société⁸, qui défrichent les voies qui nous permettront demain d'exister⁹.

L'émergence d'une philanthropie critique

Les fondations sont extrêmement diverses. Toutes n'ont pas la volonté de puissance de la fondation Bill Gates. **Certaines fondations familiales s'attachent à des causes nobles, limitées**, dans le domaine de l'art, de l'environnement, de la solidarité. On ne peut pas tout mettre dans le même panier et condamner d'un seul bloc toute action philanthropique, des lors qu'il s'agit de **rendre au bien commun ce qui n'aurait jamais dû en sortir**. En d'autres termes, les philanthropes conséquents sont ceux qui estiment ne pas être propriétaires de leur argent.

Il existe par ailleurs un **mouvement européen et mondial (EDGE)**, qui réunit un certain nombre de fondations attachées à un changement systémique. Ces fondations mettent l'accent sur le fait que ce sont les citoyens et les populations qui déterminent les voies du changement, et non les fondateurs. Cela les conduit à soutenir les campagnes pour une transition juste aux États-Unis, la promotion du bien vivre en Amérique latine, les débats sur la grande transformation et la décroissance en Europe, etc. Cependant, il subsiste une ambiguïté sur l'origine des fonds, qui sont en général des produits d'activités industrielles ou financières, et peuvent parfois venir directement de la spéculation, tout en alimentant des campagnes au service des droits humains. **Peut-on dissocier l'origine des fonds et leur utilisation ?**

Certaines fondations collectent des dons auprès des publics et organisent des décisions collectives des contributeurs, comme par exemple la fondation Hedge à Londres qui travaille sur les questions de genre. **Peut-on imaginer des exemples de formes démocratiques de philanthropie ?**

Un retour aux fondements du mutualisme, de la coopération et de l'associationnisme

Il est préférable de compter sur la solidarité des citoyens associés que sur la générosité des riches pour résoudre les problèmes de la société. Au cœur des difficultés, on voit déjà se développer de multiples expériences de coopération et de mutualisme, qui renouent avec la solidarité antérieure à l'instauration de l'État social. Il paraît possible de revisiter les fondements du mutualisme et de la coopération et de l'associationnisme à travers des expériences historiques et des expériences actuelles. Par exemple, l'union des mutuelles du Vaucluse, qui est adhérente au CAC, s'appuie sur des principes d'autogestion et de

⁸ Les Tisserands, Réparer ensemble le tissu déchiré du monde, Abdennour Bidar, 2016 Les Liens qui Libèrent

⁹ Les défricheurs, Voyage dans la France qui innove vraiment, Éric Dupin, 2016, la Découverte

participation des citoyens à tous les actes de la mutuelle, dans une optique de solidarité qui n'exclut personne. Il en est de même d'un certain nombre d'actions d'économie sociale et solidaire. Nous pouvons mener la bataille pour que des mutuelles et des coopératives classiques, confrontées un risque très fort de banalisation, retrouvent *-au moins en partie-* la logique de leurs origines.

Comment la puissance publique peut-elle limiter les rêves de puissance des grandes fondations ?

Au niveau mondial, **la puissance des grandes fondations** est indissociable de celle des banques et des grandes entreprises, notamment dans les technologies de l'information, qui ont bâti des empires en instaurant des situations de monopole, sont parfois plus puissantes que les États, négocient d'égal à égal avec l'Europe, ont les moyens d'acheter ou de corrompre les hommes politiques, de fabriquer des normes et des accords internationaux à leur mesure. Mais **ce sont en même temps des institutions vulnérables**, qui tirent leur puissance de la passivité des institutions et des citoyens. **Il serait possible pour les institutions internationales et l'Europe de modifier les rapports de forces, si elles avaient des convictions fortes** au service du bien commun. On en est loin, mais l'exemple récent de la résistance de la Wallonie face au CETA montre qu'il est possible d'enrayer la machine infernale. Dans le domaine écologique, on voit que les citoyens peuvent exercer des pressions efficaces sur les gouvernements **dès lors que la prise de conscience se généralise au plus grand nombre**. La multiplication sur le terrain des actions porteuses d'alternatives est, à cet égard, un élément important de pédagogie de la citoyenneté.

Au niveau national, le discours sur la nécessité d'une utilisation démocratique de l'impôt consenti par les citoyens est nécessaire, même s'il est difficile à tenir compte tenu du dévoiement dans l'utilisation de l'argent public, massivement détourné au profit des actionnaires des entreprises et au détriment des tâches d'intérêt public. Il est indispensable de réaffirmer, comme le fait Thomas Piketty, **la nécessité d'une réforme fiscale et d'une réforme de la procédure budgétaire** pour remettre l'argent public au service de l'intérêt général et d'une réduction des inégalités. Dans un tel contexte, l'action des philanthropes se trouverait naturellement contenue, comme elle l'a été avec l'État social au XX^e siècle. En France, la tradition étatique permet en outre un **contrôle de l'action des fondations**, si on en a la volonté, puisque la réglementation encadre plus étroitement que dans d'autres pays l'action des fondations.

On n'est donc pas complètement démuné pour répondre au discours qui présente la philanthropie comme le renouveau du capitalisme. On a également les moyens de contenir son importance objective. Mais seul un changement de système, préparé par la multiplication des alternatives, accompagné par une transformation de nos raisons d'agir permettra l'émergence d'une société dans laquelle la philanthropie jouerait un rôle marginal, voire à terme deviendrait inutile.